



CLASSIQUES
GARNIER

PÉREZ (Roland), WALLISER (Élisabeth), « Recensions d'ouvrages », *Entreprise & Société*, n° 10, 2021 – 2, p. 179-189

DOI : [10.48611/isbn.978-2-406-12698-0.p.0179](https://doi.org/10.48611/isbn.978-2-406-12698-0.p.0179)

La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.

© 2021. Classiques Garnier, Paris.
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.
Tous droits réservés pour tous les pays.

Bernard BILLAUDOT (2021), *Société, Économies et Civilisation – Vers une seconde modernité écologique et solidaire ?*, La Plaine-Saint-Denis, EMSHA éditions – 3 tomes.

Recension par Roland PÉREZ

Les recensions d'ouvrages qui viennent de paraître constituent un passage obligé, à la fois pour les auteurs concernés pour qui c'est un moyen de mieux faire connaître leurs productions et pour les revues qui démontrent ainsi qu'elles suivent bien l'actualité scientifique dans leur champ de référence. Pour les rédacteurs de ces recensions, la tâche est plus ou moins aisée en fonction des caractéristiques de l'ouvrage (volume, style d'écriture, nature des items traités). Dans le cas de celui, sous revue, de Bernard Billaudot (BB), les indicateurs de difficulté se cumulent :

(i) L'ouvrage publié par les Éditions des Maisons des Sciences de l'Homme Associées (EMSHA¹) se présente, pour la version imprimée, en trois volumineux volumes, totalisant environ 1 500 pages, lesquelles sont en petits caractères (notamment les nombreux encarts et notes complémentaires), soit au total l'équivalent d'une bonne demi-douzaine d'ouvrages de format classique.

(ii) Si l'écriture est soignée, le texte est parfois difficile d'accès ; l'auteur ne cherchant pas à séduire des lecteurs, mais à aller le plus loin possible dans son raisonnement, lequel ne recourt pas à des schémas cognitifs simplistes, et dont l'exposé n'est pas particulièrement didactique, y compris dans le vocabulaire utilisé. Pour bien lire ce traité, il faut « savoir parler le Billaudot » ; heureusement, l'intéressé a fait éditer aussi un « glossaire » qui « fournit les définitions des principaux termes du cadre conceptuel utilisé », avec les variantes relatives aux différentes situations étudiées ; c'est précieux, mais l'analyse de cet ouvrage magistral demande un réel effort².

1 L'EMSHA est une initiative éditoriale, prise en partenariat par les MSH de Nanterre, Saclay et Saint-Denis, en vue de publier, en format numérique, des travaux relevant des SHS (<https://books.openedition.org/emsha/> consulté le 25 août 2021)

2 D'expérience, disons un mois pour prendre le temps d'assimiler la trentaine de textes composant l'ouvrage (cf liste en annexe)

(iii) Les objectifs et les items traités sont eux-mêmes parmi les plus larges qu'ils soient : rien de moins qu'une réflexion visant à « interpréter l'histoire de l'Humanité ». L'auteur annonce cette ambition dès les premières lignes de présentation de son ouvrage :

« Explosion des inégalités partout dans le monde, impuissance des États face à la mondialisation économique et montée des nationalismes d'une part, dérèglement climatique d'origine humaine et épuisement des ressources naturelles non reproductibles de l'autre, l'entrée dans le XXI^e siècle a tout de *la fin d'un monde* »

BB ne se contente pas de dresser le constat d'échec de la situation mondiale actuelle, il la relativise : « Divers mondes se sont succédé dans l'Histoire. Celui qui prend fin sous nos yeux n'est pas 'le monde moderne', mais seulement celui d'une *première modernité*... Il ne signe pas la fin de l'Histoire », prenant ainsi le contre-point de la prise de position, un peu hâtive, de F. Fukuyama, en 1989 (à la suite de la dislocation de l'Union Soviétique)

L'auteur se propose de dresser des scénarios quant à l'avenir : « Cet ouvrage présente deux projets dits de *seconde modernité* : l'un réformiste, l'autre révolutionnaire ».

BB va plus loin en donnant son opinion personnelle : « Le projet réformiste a notre préférence » ; il le considère comme un « projet de refondation de la social-démocratie ». « Cet ouvrage voudrait y contribuer en forgeant une vision capable de combler le vide né de l'échec du socialisme révolutionnaire et l'épuisement du socialisme réformiste ». Une telle prise de position est parfaitement légitime comme citoyen, mais aboutit à changer le statut de l'ouvrage, passant d'un traité d'économie à un essai politique.

Les considérations précédemment exposées sont de nature à décourager plus d'un lecteur et il est probable que peu de projets de recension seront finalisés, à l'image du tapuscrit de cet ouvrage qui, compte tenu des mêmes considérations, a subi maintes rebuffades avant d'être accueilli par EMSHA, pour une publication sur support numérique, en Open Edition Books.

Nous considérons que cette initiative d'EMSHA est particulièrement heureuse pour plusieurs raisons convergentes :

- Elle permet à un plus large public d'accéder à l'œuvre de Bernard Billaudot qui est – comme on le sait – un pilier de l'École de la

Régulation³. Au-delà de la gratuité procurée par l'*Open Edition*, il est possible d'accéder directement à chacune des composantes de l'ouvrage, facilitant ainsi leur accès.

- Elle permet, en retour, à BB, de faire connaître ses réflexions sur l'évolution de notre civilisation et, au-delà, sur l'avenir de l'Humanité. Pour lui, « la rupture que représente l'avènement d'une seconde modernité est un *changement de civilisation* ». La diffusion de son travail lui permettra s'échanger avec tous ceux qui s'intéressent à ces problématiques existentielles.
- Pour EMSHA le pari d'éditer ce gros ouvrage devrait s'avérer gagnant : notre conviction est qu'il s'inscrira dans la liste restreinte des ouvrages majeurs publiés dans la décennie. Cette consécration devrait être progressive – au fur et à mesure que les personnes intéressées feront l'effort d'y accéder – ; elle sera accélérée si des chercheurs anglo-saxons, attentifs au *French scientists*, décidaient, à leur tour, de s'y intéresser, comme cela a été le cas pour d'autres éminents auteurs francophones...

En toute hypothèse, je suggère, aux lecteurs de la présente recension, de se faire eux-mêmes une opinion en accédant directement à cet ouvrage (cf, en annexe, la table des matières)

Table des matières de l'ouvrage :

Avant-propos

Introduction générale – Malaise dans la modernité

Tome 1 : Déconstruction

Introduction – Déconstruction

Première partie : Les visions traditionnelles de la société moderne et leurs limites

Chapitre 1 : La vision classique : le couplage du Marché et de l'État de Droit

Chapitre 2 : La vision marxienne : le mode de production capitaliste comme infrastructure de la société moderne

3 Cf notamment « *Régulation et croissance* », L'Harmattan, 2001 ; « *L'ordre économique de la société mondiale* », L'Harmattan, 1996 ; « *Croissance et crises* » (avec A. Gauron), La Découverte, 1985.

Conclusion de la première partie : Un bilan des limites communes aux deux visions traditionnelles

Deuxième partie : Le renouvellement des approches de la modernité du XIX^e au XXI^e siècle : une nouvelle vision postclassique et rien d'autre que des contributions

Chapitre 3 : Un premier bilan à partir des nouvelles théories de l'entreprise

Chapitre 4 : La nouvelle vision de la société moderne en termes de société de marchés et son inscription dans l'histoire de l'humanité

Chapitre 5 : Les apports de Max Weber, John Commons et Karl Polanyi (et leurs contradictions)

Conclusion de la deuxième partie : De la nécessité de reconstruire une autre vision que la vision postclassique

Tome 2 : Reconstruction

Introduction : Reconstruction

Troisième partie : Une vision générale et historique du vivre-ensemble des humains

Chapitre 6 : Qu'est-ce qu'une vision ?

Chapitre 7 : La vision générale d'un groupement humain global

Chapitre 8 : Une fresque historique

Quatrième partie : L'espèce « société moderne »

Chapitre 9 : La caractérisation d'ensemble de la société moderne

Chapitre 10 : L'ordre économique de la société moderne et l'entreprise

Cinquième partie : Une vision de la première modernité

Chapitre 11 : Le monde de première modernité

Chapitre 12 : Une vision d'ensemble de la société de première modernité

Chapitre 13 : L'ordre économique et l'entreprise en première modernité : quel sens donner au capitalisme ?

Sixième Partie : La vision d'une seconde modernité : deux modèles virtuels

Chapitre 14 : Le méta-monde de seconde modernité et ses implications

Chapitre 15 : Le modèle virtuel de l'alternative

Chapitre 16 : Le modèle virtuel de la conjonction

Conclusion du tome 2 : Une vision de l'histoire de l'humanité

Tome 3 : Comprendre le XXI^e siècle

Introduction : Comprendre le XXI^e siècle

Septième Partie : L'entrée en crise du modèle de première modernité : les révélateurs

Chapitre 17 : La « crise de 2008 »

Chapitre 18 : Les problématiques du développement durable et de la responsabilité sociale de l'entreprise

Chapitre 19 : La crise de la social-démocratie historique

Conclusion du tome 3 : Mondialisation et construction européenne

Conclusion générale : Quel progrès pour le XXI^e siècle ?

*

* *

Alain BURLAUD, Franck BOURNOIS (2021), *L'enseignement de la gestion en France : identité, défis et enjeux*, Caen, Éditions Management & Société (EMS), 452 p.

Recension par Élisabeth WALLISER

Toute communauté scientifique consacre l'essentiel de son activité à produire des connaissances qui sont utilisées par les publics concernés, qui s'accumulent et évoluent au cours du temps et en fonction des différentes contributions reçues. Il est cependant parfois souhaitable de mener une activité autocentrée, une « recherche sur la recherche », permettant de faire le point sur l'état des lieux, un bilan d'étape permettant d'apprécier le chemin parcouru avant d'envisager l'étape suivante... Ces moments de réflexion doivent rester rares et significatifs ; pour les personnes, cela peut être la préparation d'une HDR ou d'un concours de recrutement ; pour une institution ou un collectif à l'occasion d'une date anniversaire significative.

C'est cette dernière situation qui a été à l'origine du présent ouvrage : en effet, l'année 1819 a connu deux initiatives novatrices dans le domaine de l'enseignement de la gestion en France : d'une part une nouvelle chaire dite d'« économie industrielle » au CNAM ; d'autre part un établissement dédié : Ecole Spéciale de Commerce et d'Industrie de Paris (qui deviendra l'ESCP). L'année 2019 correspondait donc au double centenaire de ces deux créations et cela n'a pas échappé aux initiateurs du présent ouvrage : Alain Burlaud ayant fait une grande partie de sa

carrière au CNAM et restant proche de l'ESCP dont il est diplômé ; Frank Bournois dirigeant ce dernier établissement qui est, en quelque sorte, le doyen des établissements français consacrés entièrement à l'enseignement de la gestion. Comme, par ailleurs, l'un et l'autre ont assumé des responsabilités variées dans ce secteur de l'enseignement supérieur en France¹, ils étaient particulièrement légitimes pour mener cette réflexion autocentrée de l'enseignement de la gestion sur son évolution depuis ces initiatives de 1819 à nos jours.

Pour autant, les responsables de cet ouvrage n'ont pas souhaité se contenter de faire œuvre d'historiens ou de sociologues ; ceci pour plusieurs raisons : tout d'abord parce-que ce n'était pas vraiment leur spécialité scientifique ensuite, plusieurs travaux éminents y ont été consacrés² ; et surtout l'un et l'autre souhaitaient, au-delà de la restitution des faits marquants qui ont construit la gestion comme discipline académique, poser les « enjeux » qui se posent actuellement aux responsables de ce secteur d'enseignement et qui sont autant de « défis » à surmonter. Ce choix de positionnement était délibéré, les deux coordinateurs ayant un objectif praxéologique : produire un ouvrage de référence pouvant servir aux acteurs concernés, notamment aux responsables publics et privés du secteur, dans leur évaluation de la situation actuelle et dans leurs décisions engageant l'avenir.

Le fait d'avoir connu « de l'intérieur » le fonctionnement du secteur d'enseignement de la gestion en France, au sein duquel ils ont été eux-mêmes des acteurs importants, présente des avantages évidents en termes de connaissance du terrain étudié, mais, en revanche, cela pouvait présenter un biais méthodologique, à l'instar de toute recherche-observation menée par des chercheurs impliqués professionnellement

-
- 1 Pour Alain Burlaud, les présidences des jurys d'expertise comptable, de la section « 06 Sciences de gestion » du Conseil National Universitaire (CNU), de l'Association Francophone de Comptabilité (AFC) et de l'*International Federation of Scholarly Associations of Management* (IFSAM) ; pour Frank Bournois, les présidences de la Commission d'Évaluation des Formations et des Diplômes de Gestion (CEFDG), du concours d'Agrégation en Sciences de gestion et de la commission formation de la Conférence des Grandes Écoles (CGE).
 - 2 Cf. notamment Blanchard (2015), *Les Ecoles supérieures de commerce : sociobistoire d'une entreprise éducative en France*, Paris, Garnier ; Chessel & Pavis (2001), *Le technocrate, le patron et le professeur : une histoire de l'enseignement supérieur de gestion*, Paris, Belin ; Garel & Godelier (2004), *Enseigner le management. Méthodes, institutions, mondialisation*, Paris Hermès ; Pavis (2003), *Sociologie d'une discipline hétéronome. Le monde des formations en gestion entre universités et entreprises en France 1960-1990*, Thèse Université Paris 1.

dans le domaine étudié. Les deux coordinateurs de l'ouvrage ont tenté de remédier à ce biais potentiel en s'entourant d'un conseil scientifique composé de six membres³, dont chacun a été également un acteur actif du secteur concerné et pouvant donc présenter un biais méthodologique comparable, mais dont les spécialités, les localisations, les institutions de rattachement, voire les orientations doctrinales, sont assez variées pour globalement constituer une protection vis-à-vis des risques encourus, en donnant à l'ensemble du projet éditorial une légitimité incontestable. Ce conseil scientifique a fonctionné à l'instar d'un comité éditorial pour un congrès ou une revue. Il a, selon les termes des coordinateurs, conseillé ces derniers pour, d'une part « choisir les thèmes qui devaient être abordés et choisir les auteurs » (p. 17), d'autre part « relire, valider, émettre des réserves sur toutes les contributions » (p. 17). Au total, l'ouvrage a mobilisé près d'une quarantaine de personnes⁴, permettant, *in fine*, d'aboutir à un ouvrage imposant : 452 pages réparties, hors introduction et conclusion, sur trois parties et vingt-deux chapitres.

La structure de l'ouvrage reflète cette volonté d'approches diversifiées. Après une introduction au cours de laquelle les initiateurs du projet ont présenté celui-ci et leur méthode de travail, une première partie (150 pages, 8 chapitres) est intitulée « Emergence et institutionnalisation des sciences de gestion ». Les quatre premiers chapitres, orientés vers « l'émergence », commencent par une présentation historique (Gilles Gouteux) de l'enseignement de la gestion en France, lequel est apparu hors de l'université – avec les initiatives de 1921 rappelées ci-dessus – et s'est progressivement développé sur le modèle des « grandes écoles ». Puis sont successivement présentées les initiatives prises par le secteur public pour introduire la gestion dans le système universitaire :

- Eric Lamarque et Maurice Saias ont rappelé la création, en 1955, des Instituts de préparation aux affaires (IPA) ou Instituts d'administration des entreprises (IAE), permettant d'offrir une « double compétence » en ajoutant la gestion à une formation initiale dans une autre discipline (droit ou économie, sciences exactes ou ingénierie).

3 Bernard Colasse, Jean-Pierre Helfer, Michel Kalika, Roland Pérez, Hervé Stolowy et Jaques Rojot (ce dernier est décédé en avril 2020 avant la publication de cet ouvrage).

4 Exactement 39 comprenant les 2 coordinateurs, les 6 membres du CS et 31 contributeurs.

- Bernard Dizambourg et Alain Strazziéri ont présenté les formations professionnelles dites « courtes », qu'ont constitué les IUT, créés en 1966 dans les universités, élargissant ainsi l'offre de formation constituée par les BTS préparés dans les lycées.
- Bernard de Montmorillon a présenté le cas spécifique qu'a constitué la création, dans la foulée de la grande réforme universitaire de 1968, de Paris Dauphine : centre expérimental devenu une université de plein exercice, puis plus récemment « grand établissement » lui-même composante du nouveau pôle Paris Sciences & Lettres (PSL).

Les autres chapitres de cette partie traitent plus directement de l'institutionnalisation de la nouvelle discipline, successivement intitulée « administration des entreprises », « gestion des entreprises », « sciences de gestion », « management ». La formation des enseignants dans ce nouveau secteur de formation étant devenue une priorité et celle pratiquée en Amérique du Nord constituant la référence, des programmes de formation dans cette région ont été lancés, par l'intermédiaire de la FNEGE créée en 1968. Geneviève Causse, qui a fait partie de cette première vague, en donne témoignage. Progressivement, les établissements français ont acquis de l'importance et Delphine Manceau peut même se demander s'ils sont devenus une référence internationale. Pour autant les enseignants-chercheurs en gestion forment-ils une communauté scientifique reconnue, à l'instar des disciplines plus anciennes ? Marc Nikitin apporte une réponse nuancée à cette question, compte tenu des réticences observables tant dans les médias que chez les praticiens du management. Pour vaincre ces réserves, Michel Kalika et Maurice Thévenet constatent un changement de paradigme dominant de la qualité académique à l'impact managérial.

La seconde partie de l'ouvrage, la plus étoffée (215 pages, 11 chapitres) traite des « défis et enjeux de l'enseignement et de la recherche en sciences de gestion ». Plusieurs sujets, relativement distincts mais complémentaires, sont abordés :

Tout d'abord celui du corps enseignant, déjà abordé ci-dessus ; il s'est considérablement développé ces dernières décennies, tant au niveau des écoles consulaires ou privées, que dans les universités. Véronique des Garets et Annie Médina notent, dans chacun des deux réseaux qu'elles connaissent bien, une professionnalisation croissante.

Ensuite sur le rôle de l'État qui se trouve à la fois impliqué directement pour les établissements publics et en position de régulateur pour l'ensemble du secteur. Cette dualité a donné lieu à une table-ronde regroupant autour d'Alain Burlaud et des observateurs du monde de la gestion (Marianne Blanchard, Olivier Rollot), des membres du Comité scientifique (Jean-Pierre Helfer, Roland Pérez) et des collègues en charges de responsabilités (Aude Deville, Isabelle Huault). Si l'État joue un rôle clé via les politiques d'habilitation des diplômés, le marché a lui une influence décisive via les mécanismes d'accréditation internationale particulièrement sensibles pour les écoles, au point que Philippe Lorino et Nicolas Mottis se demandent si ces dernières vivent « un dérapage contrôlé ou un saut dans le ravin ? » (p. 221). Une articulation entre intérêts nationaux et relations internationales paraît cependant possible pour Bernard Ramanantsoa pour qui les meilleurs établissements (dont HEC évidemment) peuvent être des « vecteurs de la diplomatie d'influence de la France » (p. 233).

Par ailleurs, plusieurs points plus techniques font l'objet de développements spécifiques : ainsi, sur la formation en alternance (Geneviève Causse), sur l'évolution de la pédagogie entre savoirs d'action et formation scientifique (via des exemples vécus à HEC sur vingt ans), sur l'incidence du numérique (Aurélie Duzert, Jean-Fabrice Lebraty et Katia Lobre). Parfois, les contributeurs n'hésitent pas à aborder un sujet qui fait polémique, tel que celui des classements des revues de recherche, dont Jean-Philippe Denis et Aurélien Rouquet dénoncent « les effets pervers » (p. 303).

Enfin, sont présentées des questions financières qui sont parfois difficiles tant pour les établissements universitaires (Marie-Pierre Mairesse) que pour les autres établissements de formation, comme elles l'ont été pour les établissements de santé (Edgar Gnanou). Cette situation est encore plus préoccupante pour les étudiants et leurs familles qui pourraient connaître en France une vague d'endettement à l'instar de celles constatées dans d'autres pays, notamment anglo-saxons (Catherine Desjacques).

La troisième partie de l'ouvrage (36 pages, 2 chapitres + conclusion) est en fait une synthèse dressée par les deux coordinateurs de l'ouvrage, conscients probablement que le nombre et la variété des thèmes traités, ainsi que la diversité des formes délibérément acceptées pour leur

présentation, pouvaient donner l'impression d'un cocktail un peu hétérogène. Pour cela, Alain Burlaud et Frank Bournois ont rassemblé leur propos autour de deux questions globales : « d'où venons-nous ? », puis « quels futurs ? ». Pour eux, ces interrogations étaient complémentaires : l'analyse de l'évolution passée étant nécessaire à la compréhension de la situation actuelle et de son évolution à venir. Après avoir synthétisé les différentes périodes qui ont marqué le secteur de l'enseignement de la gestion en France ces dernières décennies, ils en rappellent les principaux enjeux qui sont autant de défis à surmonter. Ils terminent par une sentence prudente : « une réflexion, si possible collective, est préférable à l'arrogance de l'ignorance pour faire les meilleurs choix » (p. 424).

Cet ouvrage collectif apporte, à notre sens, une contribution à plusieurs niveaux.

En termes de contenus thématiques, ces derniers sont nombreux et devraient intéresser plusieurs catégories de personnes concernées par l'enseignement de la gestion :

- les membres de la communauté académique en premier lieu : les enseignants eux-mêmes évidemment et ceux qui aspireraient à exercer ce métier exigeant ; les étudiants et autres usagers de ces enseignements de gestion ; les responsables des équipes pédagogiques et des établissements concernés
- les partenaires de cette communauté académique : en premier lieu les entreprises et autres organisations susceptibles d'employer les étudiants formés dans les établissements de gestion ou de recourir à leurs services (formation continue, alternance...); également les autorités de tutelles, qu'elles soient étatiques ou professionnelles (Chambres de commerce et d'industrie, fonds d'investissements, ...).

Par ailleurs, s'agissant d'une réflexion autocentrée émanant d'une communauté académique, celle des enseignants de gestion dans la France contemporaine, le résultat de cet exercice collectif ouvre d'autres pistes de réflexion :

- auprès d'autres communautés scientifiques en France pour mieux cerner les spécificités de la gestion par rapport à d'autres champs disciplinaires

- auprès de communautés comparables d'autres pays (notamment en Europe) afin d'étudier si les trajectoires suivies et les enjeux et défis sont semblables ou non

Dans cette double perspective, une coopération scientifique entre les membres du collectif de rédaction engagés dans cette réflexion collective auto-centrée et des collègues d'autres disciplines et d'autres pays, pourrait apparaître souhaitable pour l'élargissement et le prolongement du présent ouvrage.

Mais, il convient d'avancer pas à pas et envisager cet élargissement à l'occasion d'une nouvelle édition du « B & B » – comme tend à être déjà appelé ce traité remarquable. Espérons que cette nouvelle initiative sera menée à bien avant le troisième centenaire des initiatives fondatrices de 1819!